economiesuisse



Initiative des jeunes socialistes : de nouvelles interdictions ne sont pas la solution

economiesuisse salue le refus net opposé par le Conseil fédéral à l'initiative « Pas de spéculation sur les denrées alimentaires ». Des éléments scientifiques vont à l'encontre de l'initiative et confirment que non seulement elle n'atteindrait pas son but, mais qu'en plus, elle se traduirait par une augmentation des coûts pour l'économie suisse.
Dans son message, daté du 18 février, le Conseil fédéral recommande de refuser l'initiative « Pas de spéculation sur les denrées alimentaires » sans lui opposer de contre-projet. economiesuisse soutient la position du Conseil fédéral et adhère à ses arguments. La majorité des études et des chiffres vont à l'encontre de l'initiative, de sorte que celle-ci ne repose pas sur des fondements scientifiques. Ce n'est pas la spéculation sur les marchés à terme, mais bien d'autres facteurs qui sont responsables de la hausse des prix des denrées alimentaires au cours de ces dernières années. La sécheresse et le gel ont réduit l'offre ainsi que des stocks déjà très bas. En outre, les restrictions à l'exportation et à l'importation ont également une influence sur les prix.

L'augmentation des prix des denrées alimentaires est en grande partie liée à l'offre physique et non à la spéculation sur les marchés à terme. Prenons un exemple concret : les échanges sur les marchés à terme impliquant des contrats sur le maïs et le blé se sont maintenus ces dernières années, alors que les prix des denrées alimentaires ont chuté à leur niveau le plus bas depuis 2010 et continuent de reculer.

Les échanges fondés sur des contrats à terme jouent un rôle important. Ils

permettent aux producteurs et aux commerçants de couvrir leurs risques. Interdire la spéculation aurait un effet négatif sur les prix, car il en coûterait plus cher aux entreprises pour se couvrir et cela générerait des frais supplémentaires. L'initiative toucherait certes les banques et les investisseurs, mais également l'industrie agroalimentaire et les commerçants de denrées alimentaires. Or, le commerce des matières premières a une longue tradition en Suisse. Les désavantages concurrentiels découlant de l'initiative remettraient en jeu cette tradition florissante, de même qu'ils entraîneraient des suppressions d'emploi en Suisse, ainsi qu'une baisse de la création de valeur et des recettes fiscales.

Pour economiesuisse, il ne fait pas de doute qu'il faut prendre des mesures adaptées pour combattre la faim dans le monde. Et la Suisse prend actuellement des mesures dans cette perspective. D'une part, elle lutte contre la famine dans le cadre de la coopération internationale – en soutenant la formation des paysans ou des projets d'irrigation dans les régions les plus pauvres, par exemple. D'autre part, la Suisse fait partie des pays qui demandent à l'OMC de supprimer les obstacles entravant le commerce international des denrées alimentaires.

Au vu des tensions actuelles, en lien avec le franc fort et les incertitudes inhérentes à la politique européenne, édicter des interdictions et alourdir les charges des entreprises suisses serait une erreur – en particulier quand ces interdictions sont dénuées de fondements scientifiques et qu'elles ne comportent que des désavantages.